

La Suisse dans vingt ans

Autor(en): **Raffestin, Claude**

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Geographica Helvetica : schweizerische Zeitschrift für Geographie = Swiss journal of geography = revue suisse de géographie = rivista svizzera di geografia**

Band (Jahr): **49 (1994)**

Heft 2: **La Suisse romande**

PDF erstellt am: **05.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-872535>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La Suisse dans vingt ans

Zusammenfassung

Die Schweiz verweigert sich hartnäckig jeder Zukunftsperspektive und hat sich so in eine Reihe von Widersprüchen verstrickt, die sie daran hindern, an der Moderne teilzuhaben. Wir können fünf solcher Widersprüche benennen:

Der erste besteht in einer unterschiedlichen Sichtweise von Innen und Außen: Die Schweiz betrachtet die anderen in verkleinertem, sich selbst aber in vergrößertem Maßstab.

Der zweite Widerspruch drückt sich in der nostalgischen Sehnsucht nach Stabilität aus, welche die Anpassung an den Wandel verlangsamt oder gar unterbindet.

Der dritte offenbart sich im Vorzug, der dem Mythos vor der Geschichtsschreibung gegeben wird.

Ein vierter Widerspruch ist die Unfähigkeit, unsere Bezugszentren klar zu identifizieren.

Was den fünften Widerspruch anbelangt, so steht er im Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Öffnung bei gleichzeitig politischer Abschottung gegen außen.

Nous n'appartenons pas, tant s'en faut, à un pays dans lequel la réflexion prospective a été une dimension caractéristique de notre histoire, sans doute parce que nous avons toujours accordé plus d'importance aux mythes qu'à l'histoire. Le mythe n'a que faire de la prospective puisqu'il se vit sur le mode de l'éternité, quand bien même celle-ci est relative. L'histoire poussée à l'extrême, c'est-à-dire utilisée comme répertoire de formes devant permettre l'interprétation du temps qui s'écoule, est aussi un moyen de se débarrasser de la prospective. Celle-ci se situe donc quelque part entre le mythe et l'histoire sans être ni l'un ni l'autre mais en recourant à l'un et à l'autre. Le mythe propose un futur identique au présent, l'histoire propose un futur qui n'est qu'un décodage et, souvent, un prolongement du passé. En fait la prospective raisonnable, dans un premier temps, n'est guère autre chose que l'exploration du probable à partir d'un point fixe, lui-même aboutissement d'une longue chaîne dont tous les éléments n'étaient pas également probables. Il faut par conséquent chercher à introduire de l'improbable ou en d'autres termes des événements à faible probabilité. Quoi qu'il en soit, dès cet instant, l'intuition imaginative compte davantage que la connaissance rationnelle dont l'application n'est pas garante d'un jeu cohérent dans le long terme. Pire même, cette connaissance rationnelle peut empêcher tout développement prospectif dans la mesure où elle ne permet pas d'intégrer ce que je serais tenté d'appeler les «infarctus» de l'histoire, en d'autres termes les ruptures brusques qu'une trop longue habi-

tude de l'analyse interdit de considérer comme possible ou souhaitable car, par là même, l'analyse semble être disqualifiée comme si intervenait une sorte de *deus ex machina*, dont le rôle quasiment providentiel devrait permettre de tout résoudre. C'est sans doute la raison pour laquelle on hésite le plus souvent à faire intervenir des événements brusques dans la prospective car ceux-ci donnent l'impression d'être des éléments irrationnels, inacceptables, alors qu'au contraire ils sont nécessaires à l'intelligence de la prévision du futur malgré leur caractère apparemment irrationnel. En fait le problème réside dans la capacité d'inventer des événements à faible probabilité mais néanmoins cohérents, en tant que ruptures, par rapport à l'évolution prévisible. Dans une communication antérieure, j'avais attiré l'attention sur une série de paradoxes à mon sens caractéristiques de la Suisse et que j'aimerais reprendre dans la perspective de ce qui peut advenir dans une génération.¹

La vision des Suisses

Les Suisses ont pris l'habitude de se regarder à grande échelle et de regarder les autres à petite échelle. «Ego-ici» se déchiffre avec une abondance de détails et d'information factuelle comme si son coin de pays était constamment sous la loupe et, par conséquent, il tend à perdre la vision des structures générales, au profit de traits dont la «singularité» n'existe en fait que pour lui. Cela n'aurait aucune conséquence significative si ce trouble de la vision n'induisait pas des réflexes dont le conservatisme n'a d'égal que la paralysie de l'action. Dès lors que les Suisses doivent prendre une décision collective, ils sont inhibés par les détails qui masquent les structures qui devraient être les seules à entrer en ligne de compte d'où naturellement l'importance accordée au fameux «Sonderfall» dont toute région est, à tout moment, susceptible de se prévaloir et dont aucune ne manque de se prévaloir, de cas en cas. Cette vision grossissante du détail constitue un obstacle majeur à tout progrès politique, à toute initiative sociale et à toute innovation culturelle. Le déblocage de la situation ne peut survenir que par une remise en question du fédéralisme tel qu'il est conçu actuellement.

Claude Raffestin, Prof., Université de Genève, Institut de Géographie, Uni-Mail, 102, boulevard Carl-Vogt, 1211 Genève 4

Je mesure l'audace de cette remarque qui touche au «sacré helvétique»! Mais est-il encore aussi sacré qu'on le pense, ce fédéralisme de 1848, alourdi qu'il est par des contradictions énormes? En tout cas, il ne l'est plus pour l'économie qui ne s'embarrasse guère de lui quand il la gêne. La centralisation et la concentration économiques, probablement inévitables dans le contexte actuel, révèlent un décalage sensible entre le fédéralisme politique et la réalité du monde économique dont les décisions ignorent les particularismes qui dans la plupart des cas ne sont que des créateurs de coûts jugés exorbitants. Cela dit, le fédéralisme à l'ancienne mode, en fait celui-là même qui est encore en usage, est souvent utilisé avec perversité par l'économie qui ne manque jamais de faire des surprofits à travers l'exploitation des différences créées par les institutions cantonales. Tout le système est en train de craquer, pour des raisons financières, en raison des déficits publics. Prenons l'exemple des cantons universitaires qui, depuis longtemps, ne peuvent plus assumer totalement les charges qui leur incombent en matière d'enseignement supérieur et qui doivent accepter, que dis-je, qui doivent quémander l'aide de la Confédération pour survivre mais dont la contrepartie est une ingérence croissante de l'Etat fédéral dans leurs affaires. On connaît la formule: qui paie, commande! Si le fédéralisme ne peut pas résister au réalisme obscène de cette formule c'est sans doute qu'il est vidé de toute signification active et, dans ces conditions, il est en attente d'une transformation profonde. Mais laquelle? Dans ce domaine tout est ouvert pour autant qu'on veuille en prendre conscience: le fédéralisme de l'argent ne peut être nié mais il est incomplet sans celui de l'information. Les deux flux les plus significatifs sont ceux de la monnaie et de la connaissance et il n'y a pas de raison pour que le partage ne s'établisse pas entre eux, pour la bonne et simple raison que le fédéralisme est la condition essentielle de la récupération optimale des flux informationnels: condition optimale dans l'exacte mesure où idéalement il est possible de faire l'hypothèse que la vitesse de diffusion de l'information est sensiblement la même de la périphérie au centre et réciproquement de la petite dimension à la grande et réciproquement. La loi d'égalisation des vitesses de diffusion des flux est ce vers quoi doit tendre le fédéralisme, sinon il n'est qu'une forme institutionnelle abstraite voire vide. Le fédéralisme helvétique est en train de devenir cette forme abstraite car il est de plus en plus caractérisé par des vitesses différentielles: celles du centre à la périphérie sont toujours plus grandes que celles de la périphérie vers le centre. En d'autres termes, cela signifie que le centre estime moins l'information de la périphérie que celle qu'il produit. A l'inverse, la monnaie se déplace plus vite de la périphérie vers le centre. Ce différentiel des flux monétaires et informationnels révèle une crise du fédéralisme qui est loin d'être négligeable car cette sous-estimation de l'information périphérique est, à terme, destructrice de la raison d'être fédérale. Les exemples de cette sous-estimation ne sont pas rares: la question jurassienne, la participation aux instances francophones internationales qui a mis beaucoup de temps à se

développer, la lente élaboration d'une politique culturelle véritablement suisse, la dégradation des systèmes de transport ferroviaires desservant la Suisse romande par rapport à la Suisse alémanique, la distribution inéquitable des commandes fédérales, etc., etc. La liste pourrait encore s'allonger et montrer qu'à l'origine de ces problèmes il y a, presque toujours, en cause un différentiel informationnel. Le trop fameux consensus se nourrit d'une vision à grande échelle pour n'avoir pas à affronter celle des structures qui montrerait que tout change dans le détail pour que rien ou presque rien ne bouge dans les grandes répartitions qui demeurent «figées». Il ne s'agit même pas d'évoquer les grandes questions comme celle de l'Europe à propos de laquelle on peut estimer que la majorité s'est prononcée et qu'il n'y a rien à dire de plus mais il s'agit de savoir pendant combien de temps les avis périphériques seront sous-estimés. Ne pas entendre suffisamment les opinions marginales c'est s'exposer, à l'occasion de grands changements externes, à voir proliférer des mouvements centrifuges: l'adhésion à l'Europe sera l'un de ces grands changements qui pourrait provoquer des remises en cause du système actuel. Il n'est pas aberrant de penser que l'adhésion à l'Europe, dans la mesure où elle aura été retardée, incitera des cantons suisses à se rapprocher de régions étrangères limitrophes avec lesquelles ils pourraient se trouver des affinités de langue et de culture conditionnant des associations d'intérêts dont les avantages pourraient se révéler plus attrayants que ceux d'un fédéralisme ayant failli à ses promesses. D'ici à vingt ans, de semblables fractures ne sont pas à exclure, d'autant moins que le fédéralisme n'aura pas réussi à résoudre ou pas contribué à résoudre la plupart des problèmes sociaux et culturels dont la Suisse est actuellement la proie.

Symétriquement, les Suisses déchiffrent «Alter-là-bas» à petite échelle, ce qui a pour effet d'exagérer l'écart entre la Suisse et l'étranger. Il en résulte une déformation de l'interface de nos relations potentielles et interdit de voir qu'une intégration est possible. La pauvreté en détails de notre vision de l'extérieur augmente les distances socio-culturelles avec le reste du monde et nous isole très gravement en matière de politique étrangère dont nous ne parvenons pas à avoir une idée claire et dont les fondements sont rudimentaires comme le démontre, à l'envi, le Rapport du 29 novembre 1993 du Conseil fédéral qui n'hésite pas à affirmer que «la politique extérieure œuvre ainsi au maintien et au renforcement de la position économique et politique de notre pays dans ses relations extérieures». «La défense des intérêts nationaux constitue davantage qu'un objectif et un instrument de la politique extérieure; c'est avant tout sa fonction première et universelle, en un certain sens sa raison d'être et le mobile inhérent à toute action qui en relève. La politique extérieure est une politique d'intérêts qui se déploie au sein des normes, principes et règles de conduite de l'ordre international.» Cette conception est pour le moins révélatrice d'une vision paradoxale et auto-centrée puisque l'important est moins la prise en compte de la relation à l'autre que celle de la relation à soi. D'ailleurs, il est dit, un peu plus loin: «Louver-

ture à l'extérieur est devenue indispensable à la solution des problèmes intérieurs.» La Suisse cherche moins à proposer une conception politique originale à la solution des problèmes relationnels du monde qu'à résoudre les siens propres dans un cadre élargi plus par nécessité que par conviction. Si la Suisse ne trouve pas, dans le contexte actuel, des raisons fondamentales simultanément au service des autres et de soi-même, elle perdra progressivement sa propre raison d'être et sa légitimité dans le concert des nations. Elle est donc menacée par sa propre étroitesse de vue et son propre enfermement dont les conséquences sont incalculables pour son avenir. Ou la Suisse prendra l'habitude de modifier sa vision du monde et d'elle-même ou elle ne survivra pas dans sa forme actuelle à l'évolution des choses. Une double vision coordonnée est une condition préjudicielle pour aborder le choc des transformations futures. Le slogan «small is beautiful» a trop longtemps servi de devise dans notre pays mais, tel quel, il n'est pas suffisant pour échapper aux bouleversements s'il n'est pas complété par un approfondissement du jeu et du modèle des échelles qui régulent notre existence collective: nous devons cesser de dissocier, comme nous l'avons trop fait, Ego-ici et Alter-là-bas qui ne sont finalement que le recto et le verso d'une seule et même communauté.

La nostalgie de la stabilité

Il existe, aujourd'hui, en Suisse une profonde discordance entre l'aspiration à la stabilité, qui a prévalu dans nos représentations, et la réalité à laquelle nous sommes confrontés. Le totalitarisme du stable a eu longtemps cours légal dans les esprits... et l'on découvre que cette idéologie est en contradiction flagrante avec ce qui est quotidiennement proposé et même recommandé. A cet égard, la Suisse est devenue schizophrène: les adversaires de l'Europe ont recommandé de jouer la stabilité mais en même temps ils incitent à se soumettre à tous les changements socio-économiques et socio-culturels possibles pour affronter la crise. Changements qui, souvent, vont naturellement dans le sens de la dégradation des conditions d'existence des membres de la collectivité nationale pour préserver la compétitivité de l'appareil de production: la Suisse fonctionne à deux vitesses, l'une politique qui est lente et l'autre économique qui est pour le moins rapide. Comment dans ces conditions l'interface socio-politico-économique ne se déformerait-il pas à la longue? De fait, il se déforme mais il est encore suffisamment plastique pour que nous n'ayons pas encore enregistré de graves ruptures. Ceux-là mêmes qui prônent cette stabilité différentielle les pressentent et c'est pourquoi ils cherchent non pas à les prévenir mais à les exorciser en les imputant par avance à certains groupes marginaux ou marginalisés tels que les étrangers qui seraient responsables de l'insécurité croissante en Suisse. Autant dire tout de suite que les mouvements d'extrême droite,

qui manipulent cette information, ne font rien d'autre que reprendre des procédés fascistes qui les apparentent à ces idéologies qui ont fleuri pendant l'entre-deux-guerres. C'est évidemment gravissime, parce que criminel, mais c'est aussi faire preuve d'un aveuglement qui empêche de voir les problèmes auxquels il faudrait apporter des solutions. Parmi ces problèmes, il y a celui de la pauvreté qui touche probablement 15% de la population suisse et celui de la précarité qui touche peut-être encore 25% des Suisses. Ces 4 Suisses sur 10 constituent, on en conviendra, une forte minorité qui est en partie victime de cette déformation de l'interface socio-économique. C'est pourquoi nous devons nous attendre au cours des deux décennies à venir à des explosions sociales qui risquent d'être récupérées par les aventuriers de l'extrême-droite de type blochérien. La Suisse est en train d'entrer dans une ère d'instabilité sociale qui va contraster avec le totalitarisme du stable que la période précédente a connue et qu'une fois encore on a voulu transformer en un mythe rentable tant à l'intérieur qu'à l'extérieur. Le coût de l'instabilité risque évidemment d'être plus élevé que celui qui aurait dû être consenti pour l'éviter. Seulement voilà, les coûts consentis, pour la répression des explosions, le sont dans l'espoir qu'on maintiendra un système relativement conservateur dont la valeur symbolique n'a d'égal que son iniquité. La preuve en a été donnée, par les coupes qui ont été faites par le Parlement dans les crédits destinés à la formation. Tout le système de la formation professionnelle est en cause et c'est ce domaine que l'on choisit pour faire des économies. Il y a, là, un paradoxe tout à fait intéressant mais pour le moins tragique. On peut donc craindre des mouvements parmi les apprentis d'une manière générale et parmi tous les jeunes en formation par ailleurs. On doit, donc, s'attendre à des transformations considérables dans le domaine de la formation qui probablement sera de moins en moins laissée aux cantons et passera, de plus en plus, à la Confédération, avec le risque évident de voir s'imposer les solutions de la majorité alémanique ce qui aura pour conséquence d'encourager, là encore, des phénomènes centrifuges d'un type particulier puisque les nations, dans 20 ans, auront certainement moins d'importance que les affinités régionales, elles-mêmes matrices de futurs ensembles, construits davantage sur des intérêts multiples et diversifiés plutôt que sur des cristallisations nationales de type classique. L'adhésion à des mythes, car il y en aura toujours, ne se fera pas en fonction d'une mémoire, désormais privée de force, mais sur des projets purement idéologiques conditionnées, par le pouvoir de groupes et de clans. Ce futur a déjà commencé avec l'esprit de privatisation qui a déferlé sur ce pays et dont dans la perspective de faire des gains financiers à court terme sans tenir compte du risque de destruction du tissu social à long terme.

Le tissu social est déjà fortement compromis et il risque même de se déchirer davantage si l'on songe au problème paysan qui est, entre autres, la conséquence d'un refus de prospective des 15 dernières années. N'est-il pas effrayant et effrayant que le Conseil fédéral n'ait pas su préparer

des scénarios agricoles alors qu'on savait que l'aboutissement du Gatt était inévitable et que l'Europe provoquerait des difficultés dans ce secteur qui a été anesthésié par le confort, relatif, de la prolongation depuis 1945 d'une économie de guerre en matière agricole? que les paysans eux-mêmes aient une bonne part de responsabilité, pour avoir joué le jeu de la stabilité et du conservatisme, ne fait aucun doute. Mais, peut-on leur en tenir rigueur, au moment où ils sont confrontés à des bouleversements traumatisants pour la plupart d'entre eux? Je ne le crois pas et cela d'autant moins qu'ils ont accompli ce qu'on leur demandait! Certains réussiront à se reconverter, beaucoup d'autres non et ce sera une déchirure supplémentaire. On sait que toutes les grandes modifications socio-économiques ont toujours affecté en priorité la paysannerie et il fallait prévoir des modèles de reconversion. Le signe le plus sûr de la nostalgie de la stabilité est certainement le refus de la prospective qui est pourtant une dimension que nous devons rapidement intégrer, si nous ne voulons pas nous en remettre au hasard.

Apprendre à entrer dans l'histoire

Sans doute, cela paraîtra étrange à beaucoup, mais notre refus de la prospective est une conséquence de notre ignorance de l'histoire. En effet, il n'est pas possible de réfléchir à notre avenir sans connaître avec précision ce que nous avons été pour le meilleur et pour le pire. Le meilleur a été cristallisé jusqu'à la fossilisation et le pire a été évacué ce qui revient à dire que les Suisses n'ont jamais réussi à assumer pleinement leur histoire qui, pour ne remonter que jusqu'à la dernière guerre, a été ponctuée d'attitudes et de décisions qui ont fait écrire à Hans-Ulrich Jost que: «La guerre a accentué l'intégration des forces habituellement antagonistes, renforcé le pouvoir central jusqu'aux limites de l'Etat de droit, et donné à l'esprit militaire une force de pénétration et de mobilisation des masses encore jamais atteinte. Dans ce sens il y eut aussi une adaptation de l'opinion publique à l'époque nouvelle; elle prit la forme d'une sorte de totalitarisme helvétique, qui ne fut pas loin de reprendre à son compte l'intolérance, voire le fanatisme de certains éléments de la culture politique de l'adversaire fasciste, pour assurer ce qu'on a appelé la défense de l'indépendance et de la démocratie.»² On sait les conséquences de cet état d'esprit quant aux attitudes à l'endroit des réfugiés en général et des Juifs en particulier. Ce «pire» a, le plus souvent, été caché et cela a permis, par la suite de connaître des affaires comme celle des fiches et comme celle de la P26 et P27, pour ne prendre que des exemples récents, sans que cela provoque, comme on aurait pu s'y attendre un véritable scandale perturbant toutes les couches de la population et les amenant à une prise de conscience pouvant susciter de réelles réformes. A posteriori, on peut même constater que cet état d'esprit n'a guère changé puisque les partis d'extrême droite continuent, à travers des déclarations

aussi grossières qu'erronées, à entretenir un climat fascisant.

La démocratie helvétique, il s'en faut de beaucoup, n'est plus, si même elle l'a jamais été, une démocratie-témoin, mythe accrédité par André Siegfried, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Il y a exactement 65 ans, Hermann von Keyserling s'était montré beaucoup plus perspicace en écrivant: «Ils (les Suisses) se sentent toujours les pionniers de la liberté, du progrès, ce qu'ils ne sont plus. Car la liberté qu'ils entendaient et représentaient est, depuis longtemps, devenue le bien de tous; en ce sens, ils sont leurs propres classiques.»³

Faut-il dire que le message ne fut pas entendu et que son auteur eut à encourir les foudres de la presse suisse? Entrer dans l'histoire, c'est évidemment accepter qu'elle ne s'arrête pas pour certaines choses tout en poursuivant sa marche pour d'autres. Au cours des années prochaines, les Suisses ne feront de réels progrès politiques qu'en acceptant de débattre ouvertement des points obscurs de leur histoire qui leur feront découvrir que ce qui nourrit leur réflexion politique est, en large partie, caduc. Cela signifie qu'ils doivent s'imposer de repenser la manière de regarder leur histoire, condition préjudicielle d'un autre regard sur les autres, d'abord, et sur eux-mêmes, ensuite. Les deux décennies prochaines devront, en partie, être consacrées à repenser toutes les structures de formation et d'information si l'on veut éviter d'être en discordance à l'intérieur de nous-mêmes. En effet, nous ne sommes pas contemporains de nous-mêmes: à nos conceptions technico-économiques ultra-modernes correspondent des conceptions politiques ultra-traditionnelles ce qui, à la longue, entraînera des blocages sociaux. Ces blocages seront d'autant plus inévitables et dangereux que le Suisse a évolué sans se préoccuper le moins du monde de la culture. La culture, qui, ailleurs, est pourvoyeuse de principes et de projets, ne constitue en Suisse qu'une «part maudite» pour reprendre l'expression de Georges Bataille. En tant que telle, elle joue un rôle subsidiaire parce que fondamentalement elle est conçue comme une dépense improductive dont l'utilité est, à tout moment, remise en question.⁴ La part consacrée à la culture, en Suisse, n'est pas financièrement négligeable mais elle est socialement marginale parce que nous n'avons pas compris que l'action sans la réflexion est condamnée à la stérilité. La pensée, en Suisse, est aux antipodes de la pensée antique pour laquelle l'action et la réflexion était le fondement de la contemplation. Nous ignorons ce type de contemplation et c'est pourquoi les cadres de notre existence quotidienne sont «confortables» et «gemütlich» mais définitivement et tragiquement fonctionnels comme l'attestent nos villes. L'urbanisme contemporain, en Suisse, n'est fécondé par aucune préoccupation culturelle mais seulement par le souci d'une efficacité économique: en d'autres termes, le territoire n'est plus un produit social mais un sous-produit social accompagnant, par nécessité, les processus économiques qui sont au centre de l'action.

Les mythes, qui sont privilégiés par rapport à l'histoire, véhiculent bien de la culture mais une culture morte incapable de nourrir aucun projet futur. Le mythe du pluralisme, par exemple, est totalement ou presque vidé de son sens par le fait qu'il n'a jamais été vécu sur le mode linguistique que par accident: la vieille Confédération était germanophone et le français et l'italien n'ont été introduits qu'à la faveur de la Révolution française dont les acquis, dans ce domaine, seront remis en cause à la Restauration. Une Suisse multilingue n'est qu'un projet qui pourra peut-être voir le jour après une profonde réforme de l'enseignement car actuellement les communautés linguistiques ne communiquent pas car elles ne savent pas s'écouter dans leur langue respective, d'où le succès de l'anglais. Seule une petite élite peut prétendre avoir une certaine connaissance de la culture de l'autre.

La résolution de ces problèmes ne peut passer que par une profonde révolution qu'on hésite naturellement à qualifier de culturelle en raison de la terrible connotation du terme mais pourtant c'est bien de cela qu'il s'agit: ou la Suisse se donnera un projet culturel au cours de 20 prochaines années ou elle n'existera plus au sens politique du terme.

Réfléchir à la centralité

En raison de sa formation historique, l'idée de centralité n'est pas caractéristique de la Suisse: elle a connu plusieurs centres au cours de son histoire mais aucun qui ait réussi à emporter l'adhésion de tous. D'abord, parce que la capitale, en réalité la ville fédérale, est surtout une capitale cantonale élevée au rang de capitale nationale mais sans aucun des attributs des grandes capitales européennes. En fait, il s'agit d'une centralité fonctionnelle, donc davantage un lieu de rencontres périodiques qu'une «saillance», comme dirait le mathématicien René Thom, capable de conditionner des «prégnances» multiples, à l'échelle de la Suisse. Certes, personne ne contestera l'indéniable centralité économique de Zurich mais là encore, il s'agit bien plus d'une centralité par concentration de moyens que d'une centralité déterminant une véritable adhésion à une sémiosphère helvétique.

Indéniablement, il manque une centralité classique à la Suisse et si je dis «classique» c'est évidemment à dessein pour ne pas trop entrer dans la discussion du concept de centralité sur lequel plane de nombreuses équivoques. De fait, il y a bien une centralité suisse mais elle ne s'est jamais matérialisée dans des morphologies territoriales qui auraient pu constituer des éléments de référence pour tous les Suisses. La centralité suisse est noyée dans les structures corporatistes qui décident de l'avenir ou du non-avenir de ce pays. Ces structures, peu visibles, instaurent un ordre relativement rigide auquel il est difficile d'échapper mais qui ne se traduit jamais par des territorialisations qui le rendrait manifeste et par conséquent pesant. La centralité helvétique ressortit au réseau qui

n'est identifiable qu'au travers de ses flux d'information. Le réseau donne l'illusion d'une participation de la population dans son ensemble cela semble en concordance avec le fédéralisme qui joue toujours la consultation tous azimuts, de manière à préserver le consensus. C'est pourquoi la centralité géographique doit être discrète car s'il en allait autrement on découvrirait rapidement que l'adhésion aux valeurs de ce réseau ne va pas de soi. Le réseau est le «centre» mais comme il n'est pas matérialisé, il permet de dire tout et son contraire.

Cela explique, sans doute, au contraire de beaucoup d'autres Etats fédéraux, que personne n'ait jamais évoqué l'idée de construire une capitale fédérale. Aurait-elle été possible? Du point de vue urbanistique certainement, mais pas du point de vue politique car il aurait été très difficile de traduire une sémiosphère emportant l'adhésion de tous. Symboliser architecturalement une sémiosphère suppose un dénominateur commun culturel qui n'existe pas et qu'il faudrait inventer. Pourtant, toute collectivité a besoin d'une centralité dans laquelle chacun peut se retrouver et se refléter.

Sous quelque forme que ce soit, l'explicitation d'une centralité sera nécessaire au cours des prochaines années, en Suisse, pour renforcer la «raison d'être» de notre pays qui devra affronter des mouvements centrifuges. Pour demeurer dans la ligne de ce que nous avons décrit quant à l'immatérialité de la centralité, la seule possibilité réaliste consiste à proposer un modèle culturel, le terme étant pris ici dans son acception anthropologique, capable tout à la fois de susciter le changement et de pouvoir y faire face. Jusqu'à maintenant, nous avons l'obligation, de gré ou de force, d'accepter le changement sans que pour autant tous les membres de la collectivité soient en mesure d'en accepter le traumatisme. Le «centre» programme le changement mais il ne fournit pas les moyens de son acceptation: un modèle culturel à sens unique est coûteux à terme et même dangereux. Les modifications économiques et techniques qui rendent caduc le travail de centaines de milliers de personnes sont des changements à sens unique car beaucoup de ceux qui sont victimes de ces suppressions de postes n'ont souvent pas eu les moyens de se préparer à ces chocs qui ont complètement bouleversé leur vie. Un authentique modèle culturel devrait justement contribuer à donner aux individus de nouvelles capacités et de nouvelles compétences qui leur permettraient de minimiser le coût d'adaptation au changement. C'est actuellement le plus redoutable défi auquel nous devons faire face. Là encore, on retombe sur le problème de la formation et de l'information qui constituera, pour les années à venir, le noyau dur du modèle culturel.

C'est devenu un truisme de dire que l'économie s'est autonomisée et pourtant il faut le répéter pour prendre la mesure de ce qui est en train de se passer: La Suisse est une Sparte économique qui alimente sa structure, son ordre et sa logique en détruisant peu à peu le tissu socio-culturel, c'est une forme nouvelle et sauvage de l'unidimensionnalité qui nous renvoie à Herbert Marcuse quand

bien même il est oublié.⁵ Mais dès lors que l'environnement social est en cause, cela signifie que l'environnement physique l'est aussi car l'un et l'autre sont comme le recto et le verso d'une feuille de papier: on ne peut pas les séparer sans les déchirer ensemble. A cet égard, notre futur a déjà commencé et Zurich ne l'illustre que trop bien.

La Suisse dans vingt ans?

Cassandre n'avait sa place nulle part mais une chose est certaine c'est qu'elle ne l'aurait pas eu non plus en Suisse. Dürrenmatt en sait quelque chose lui qui, quelques semaines avant sa mort, tenta dans un effort désespéré d'attirer l'attention de ses concitoyens sur le fait qu'ils vivaient dans une prison: «Il n'y a qu'un seul problème dans cette prison, c'est prouver que ce n'est pas une prison mais le refuge de la liberté, puisque de l'extérieur, une prison est une prison et ceux qui sont dedans des prisonniers, et celui qui est prisonnier n'est pas libre: aux yeux du monde extérieur, seuls les gardiens sont libres, car s'ils n'étaient pas libres, ils seraient prisonniers. Pour résoudre cette contradiction, les prisonniers ont introduit l'obligation générale d'être gardien: chaque prisonnier fait la preuve de sa liberté en étant lui-même son propre gardien.»⁶ Sparte n'était pas autre chose et elle a disparu. Ouverte en matière économique mais fermée en matière politique et culturelle, la Suisse n'a pas d'autre solution que de choisir résolument l'ouverture dans tous les domaines, au risque, dans le cas contraire, de se détruire par cassures successives et en fin de compte de disparaître en tant qu'Etat. Notre ancienneté n'est pas garante de dura-

bilité quoi qu'on en pense! Les difficultés actuelles de l'Europe ne sont pas non plus, encore que certains le pensent, une opportunité pour continuer à faire cavalier seul. Au contraire, il faut prendre notre part des bouleversements qui transforment dans la douleur et l'horreur la zone de sismicité politique des Balkans. C'est donc toute notre politique extérieure qui doit s'orienter tout autant vers la participation que vers la défense de nos intérêts. C'est à l'aune de notre ouverture que se mesurera notre capacité de transformation intérieure. Seulement voilà, le temps presse de plus en plus et il nous faut sortir de notre torpeur.

Notes

¹ Claude Raffestin, Le puzzle helvétique ou la mise en scène des paradoxes, dans: Penser le politique. Regards sur la Suisse, Le livre politique No 20, Institut de science politique, Lausanne 1993, pp. 229-243.

² Hans-Ulrich Jost, Menace et repliement 1914-1945, dans: Nouvelle histoire de la Suisse et des Suisses, tome III, Lausanne, 1983, p. 164.

³ Hermann von Keyserling, Analyse spectrale de l'Europe, Paris 1965, p. 203 (première édition allemande 1928).

⁴ Georges Bataille, La part maudite, précédé de la notion de dépense, Paris 1967.

⁵ Herbert Marcuse, L'homme unidimensionnel, Paris 1968.

⁶ Friedrich Dürrenmatt, Pour Vaclav Havel, Editions Zoé-Éditions de l'Aube, 1991, p. 20.